

MARCHE DE TRAVAUX

**Réhabilitation des réseaux pluviaux
secondaires du terre-plein n°3 du terminal
conteneurs du Port de Dégrad-des-Cannes
– PT-03-25**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(CCP)

Le pouvoir adjudicateur : Grand Port Maritime de la Guyane

**Z.I. de Dégrad des Cannes
97354 Rémire-Montjoly**

CCP établi en application du code de la commande publique et du CCAG Travaux

La procédure de passation utilisée est : le MAPA.

La présente consultation est un marché public à procédure adaptée conformément aux articles L1111-1 et L 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique en vigueur.

Le mode de passation revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande tel que défini aux article R 2162-1 à R 2162-6, R2162-13 et R2162-14 de la Code de la commande Publique

Article 1 – Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent la réhabilitation des réseaux pluviaux du terre-plein n°3 du terminal à conteneurs du Port de Dégrad des Cannes.

La description précise des missions figure dans le programme de mission, annexe 1 du présent document.

Article 2 – Nature

2-1-ALLOTISSEMENT

Ce marché n'est pas alloti, car l'ensemble des prestations forme un tout cohérent et indissociable dans un espace géographique restreint et dans une même unité de temps.

2-2-LOCALISATION DES TRAVAUX

Les futurs travaux, objet de la consultation, se situent exclusivement dans les limites administratives du Grand Port Maritime de la Guyane sur la Commune de REMIRE – MONTJOLY, en Guyane Française. Ils ont été découpés suivant un planning général initial décomposé en 6 phases distinctes décrites précisément dans le Programme annexe du présent CCP.

2-3-VARIANTES ET OPTIONS

Les variantes ne sont pas autorisées.

Par conséquent, si les soumissionnaires présentent une ou des offres avec une variante, l'offre sera considérée comme non conforme et écartée.

Il ne comprend pas d'option.

2-4-NATURE

Le présent marché est un marché de travaux avec **obligation de moyens dans le cadre des travaux de démolition et de compactage**.

Article 3 – Délais, reconduction et présentation des offres

3-1-DELAIS – RECONDUCTION

La durée maximale du marché se décompose comme suit :

- 1 mois de préparation.
- 2 ans de réalisation de travaux pour l'ensemble des 6 phases envisagées.

La durée maximale du marché est donc de 25 mois à compter de la notification du marché.

La somme des 7 délais renseignés par les candidats dans l'annexe n°3 de l'ATTRI1 devra être obligatoirement inférieure à ceux décrits ci-dessus (soit inférieure à 514 jours ouvrés).

Si tel n'est pas le cas, l'offre du candidat ne sera pas étudiée car non conforme.

Si les délais ne sont pas renseignés par le candidat dans l'annexe n°3 de l'ATTRI1, le délai plafond cumulé sera retenu pour l'analyse des offres et pour le suivi de chantier.

Le présent marché n'est pas reconductible.

3-2- PERIODES DE PREPARATION

Cette période de préparation, unique pour la totalité du marché, débute à la date de notification du marché au titulaire et sa durée est de 1 mois maximum durant laquelle le titulaire devra exécuter les tâches suivantes :

La première semaine, l'entreprise devra produire, réaliser et transmettre au MOE les documents suivants :

- Demande des autorisations d'accès à la plateforme via le site internet du GPM-Guyane : www.portdeguyane.fr
- Fourniture pour validation des modèles de documents utilisés pour l'exécution des travaux (demandes d'agrément de produits, formalisme des procédures et méthodologies, journal de chantier, constats contradictoires de travaux, etc...)
- Les dossiers complets de déclaration des éventuels sous-traitants (DC4) s'ils n'ont pas été déclarés au niveau de la consultation.
- Le PPSPS du titulaire et des éventuels sous-traitants.
- Le PAQ Béton.
- Le plan de prévention du GPM-Guyane.

Au cours de la seconde semaine :

- Les procédures et méthodologies de mise en œuvre incluant les contrôles internes de l'entreprise.
- La liste des moyens humains et matériels attachés à chaque tâche.

Le maître d'œuvre dispose de 3 jours pour émettre son avis lors de la transmission d'un document. Le titulaire dispose alors à son tour de 3 jours pour émettre un nouvel indice.

Avant la fin de la période de préparation :

- Le choix du fournisseur béton et donc la formulation béton déjà validée par le GPM-Guyane.

IMPORTANT : Les travaux ne pourront débiter que si l'ensemble de ces tâches est exécuté et que l'ensemble de ces documents est validé à l'issue du mois de préparation. En cas de retard, le titulaire peut subir des pénalités de retard comme stipulé dans l'article 5 du présent document.

3-3-DELAIS D'EXECUTION

Dès que le MOE a visé sans réserve tous les documents appelés lors de la période de préparation décrit à l'article 3.2 ci-dessus, le MOE notifiera le démarrage de la phase n°1.

L'enchaînement des 5 phases suivantes s'exécutera ensuite tel que décrit au paragraphe 2.7.1 du Programme.

Dans les cas de discontinuité des phases entraînant une (ou des) journée(s) d'immobilisation, voire un amené et repli du moyens matériels et humains, un OS de suspension de délai sera émis. Un nouvel OS notifiera la reprise des travaux de la nouvelle phase décalée. Ce dernier OS fera foi pour le délai contractuel associé de la phase.

Dans le cas d'une continuité de chantier entre 2 phases, un OS notifiera le démarrage de la nouvelle phase concomitante de la précédente.

Article 4 - Obligations du titulaire

4-1-PIECES CONTRACTUELLES PARTICULIERES

Le marché PT-03-25 est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes suivantes :
 - n°1 : la Décomposition globale du Prix Forfaitaire (DGPF),
 - n°2 : Bordereau des Prix (BPU),
 - n°3 : Tableau des délais,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe le Programme
- Le dossier Annexe 2 du CCP comprenant des dossiers de plans et des documentations techniques et de sécurité, composé de :
 - Fiche produit des grilles en fonte fournies par le GPM
 - Fiches techniques des bétons pouvant être utilisés
 - Plans de situation des ouvrages et réseaux à réaliser
 - Plans de ferrailage des dallages, des caniveaux et des chambres de tirage.
 - Plan de situation de la zone de stockage des grilles en fonte
 - Plan de situation de l'aire de stockage pour le concassage (stockage des déblais de béton armé et non armé).
 - Plan de situation du site de stockage des matériaux sableux.
 - Notes de sécurité relatives au stockage de conteneurs aux abords de chantier (Dossier « Sécurité »)

4-2-PIECES CONTRACTUELLES GENERALES

Les plus récentes prévalant, dans chacune des catégories ci-après, sur les plus anciennes

- 1 - Les normes AFNOR.,
- 2 - Les Documents techniques unifiés (D.T.U.),
- 3 – Fascicule 4 Titre I et Fascicule 65 du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés des travaux publics et aux travaux passés au nom de l'Etat,
- 4 - Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG), arrêté du 30 mars 2021 portant approbation de ce dernier,
- 5 – Les Euro Codes.

Les pièces générales suscitées et non jointes au marché, sont réputées parfaitement connues de l'entrepreneur.

Les parties contractantes, leur reconnaissant expressément le caractère contractuel.

Les pièces générales sont celles en vigueur le premier jour du mois de la remise des offres (Mois zéro).

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur toute autre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché, sans un avenant ou lors de la mise au point du marché. Par conséquent, sans accord écrit du Maître d'ouvrage, elles sont réputées non opposables et recevables.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents.

4-3 MAITRISE D'ŒUVRE

La Maîtrise d'œuvre de l'ensemble des travaux est assurée par le Pôle Technique du GPM-Guyane.

Le chargé d'opérations assurant le suivi technique, administratif et financier du marché sera :

M. Richard VANÇON
Téléphone fixe : 05 94 29 67 10
Téléphone mobile : 06 94 38 04 95
Courriel : r.vancon@portdeguyane.fr

En fonction de la prise de congés de ce dernier, un intérim pourra être mis en place.
La nomination de la personne idoine se fera au cas par cas.

4-4-PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CLAUSE SOCIALE

4-4-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet tous les 6 mois :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

4-4-2-Clause sociale

Ce marché ne contient pas de clause sociale notamment en ce qui concerne l'insertion par le biais de l'emploi.

4-5-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En remettant son offre, le titulaire s'engage dans une démarche de respect et de protection de l'environnement notamment en ce qui concerne la gestion des déchets et la prévention des pollutions.

Un Plan du Respect de l'environnement (**PRE**) devra être tenu à jour sur la base du Schéma Organisationnel fourni à la remise des offres.

Il contiendra à minima :

- Information générale de l'entreprise.
- Gestion des déchets.
- Traitements de nuisances et mesures compensatoires.
- En cas d'incident environnement (pollution,...).
- Contrôles et désignation du site recevant les déblais.
- Plan d'alerte et procédure d'intervention.

Il est rappelé que les déchets en béton resteront la propriété du GPM-Guyane qui a entamé une démarche de recyclage des gravats de béton armé et non armé.

4-6-ASSURANCES & RESPONSABILITE

4-6-1 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 8 du CCAG.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché le titulaire doit transmettre tous les 6 mois cette attestation, sans que le GPM-Guyane n'en ait obligatoirement fait la demande.

4-6-2 RESPONSABILITE

Le GPM-Guyane est une infrastructure industrielle publique soumise obligatoirement à autorisation d'accès. Les travaux effectués sur la plateforme sont donc réalisés dans un espace ouvert au public, sous conditions. A ce titre, dans le cadre des prestations du présent marché, tout dommage ou préjudice subi par le titulaire du fait d'un tiers identifié ou non ne pourra être imputé au GPM-Guyane.

De même, des règles de sécurité concernant le stockage de conteneurs mitoyens à une zone de chantier sont définies (cf. documents du Dossier « Sécurité »). Dans le cas dans un stockage dangereux ou bloquant la zone, le titulaire prévient le MOE qui dispose alors d'une heure pour faire la demande au manutentionnaire de l'enlèvement des conteneurs dangereux ou problématiques. La responsabilité du GPM ne peut être engagée sur le délai d'exécution de cet enlèvement et sur la faisabilité du mouvement demandé. L'interruption de chantier liée à ce stockage dangereux de conteneurs ou litigieux ne sera pas imputable au GPM-Guyane et ne sera pas couvert par les prix du BPU.

4-7-AUTRES OBLIGATIONS

4-7-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le titulaire devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 4-5 ci-dessus.

4-7-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

A ce titre,

Le maître d'ouvrage demande que les CV, références professionnelles et autres informations nécessaires à l'étude et analyse des offres comportent le minimum d'informations personnelles.

Il est donc proscriit de mettre :

- Des photos d'identités,
- L'âge des personnes,
- Des références à la vie familiale ou privée,

Les personnes habilitées à utiliser et manipuler ces données sont les personnes nommées à l'article 8 du présent document. Ces données seront utilisées uniquement pour la réalisation du rapport d'analyse des offres.

Une fois le marché notifié :

- Les informations des candidats non retenus seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.
- Les informations du titulaire deviendront, si besoin, contractuelles et seront utilisées durant toute la vie du marché. Une fois le marché clôt, ces informations seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.

Le maître d'ouvrage s'engage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

A ce titre, le maître d'ouvrage communique le nom et les coordonnées de sa déléguée à la protection des données, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Elle est :

Madame Clémentine JOHANES

Email : c.johanes@portdeguyane.fr

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Grand Port Maritime de la Guyane, responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation des prestations qui font l'objet du présent contrat. Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Le titulaire doit prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données personnelles. Il doit notamment s'assurer qu'un mécanisme de gestion des habilitations régulièrement mis à jour permet de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder aux données nécessaires à la réalisation de leurs missions. Il doit mettre en œuvre les moyens permettant de garantir l'intégrité et la disponibilité constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données. Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Dans le cas où le titulaire fait appel à un sous-traitant, le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution de ses obligations.

Au terme du contrat le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

c) Mesures de sécurité

Le titulaire devra se conformer à la démarche MASE.

De même, le titulaire devra réaliser conjointement avec le GPM-Guyane un plan de prévention pour la réalisation de ses missions sur le port.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le présent marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

En cas d'utilisation d'outils ou de procédés formant une flamme, un point chaud ou des étincelles, une demande de permis feu est obligatoire.

Le GPM, après réception et validation de la demande et de la procédure associée pour traiter et réduire le risque, produira le permis feu. Le permis feu délivré sera valable pour une durée maximale de 15 jours. A l'issue de ce délai, il pourra être reconduit pour la même période si les conditions d'exécution des travaux générant le risque et les personnels désignés demeurent inchangés. Dans le cas contraire, une nouvelle demande mise à jour devra être faite par le titulaire.

L'obtention du permis feu impose à l'entreprise de respecter ses engagements de lutte contre les départs de feu et les incendies. Des vérifications ponctuelles pourront être faites de manière inopinée afin de vérifier le bon maintien sur site des moyens de lutte et leurs dates de validation et/ou vérification

Le titulaire avise ses sous-traitants des obligations énoncées au présent article qui leur sont également applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

d) Obligations relatives à la démarche MASE :

Depuis le 1er juillet 2016, le GPM-Guyane s'inscrit dans une démarche MASE (Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises) au titre d'Entreprise Utilisatrice (EU).

Dans ce cadre, tout personnel d'Entreprise Intervenante (EI), c'est-à-dire devant intervenir quels que soient son activité et l'objet de sa visite dans la circonscription du port, doit participer à une réunion d'accueil de sensibilisation Santé Sécurité Environnement (SSE).

Durant la 1^{er} semaine de la période de préparation générale, le titulaire devra inscrire tous les membres de son personnel intervenant sur site (y compris celui de ses éventuels sous-traitants) à cette sensibilisation SSE organisée et animée en session par Mme Maureen ROSE-HELENE, chargée de Projet MASE du GPM-Guyane. Le titulaire devra prendre contact directement avec Mme ROSE-HELENE afin de planifier la session de sensibilisation SSE des membres de son personnel.

Coordonnées de Mme Maureen ROSE-HELENE :

Téléphone bureau : 0594 29 67 16 / Courriel : m.rose-helene@portdeguyane.fr

Avant le début des travaux, un plan de prévention ainsi que la fiche d'autorisation de travaux propres au GPM-Guyane seront renseignés par Mme Rose-Helene avec le responsable des travaux du titulaire.

Ces démarches s'appliqueront à tout nouveau personnel et/ou sous-traitant que l'entreprise déciderait de faire intervenir sur le chantier durant la durée d'exécution du présent marché.

Article 5 - Pénalités

5-1-Pénalités de retard

Les pénalités du CCAG Travaux s'appliquent.

5-2-Pénalités diverses

En cas de :

- non-respect des engagements contractuels,
- non-respect des procédures d'exécution,
- non-respect des mesures de sécurité,
- non présentation du chargé d'opération désigné dans l'ATTRI1 ou de son suppléant en réunion de chantier,
- non-respect des moyens et/ou des matériels déclarés dans les procédures et méthodologies de mise en œuvre,
- non entretien des clôtures,
- de présence de personnels non formés MASE sur le chantier,
- non présentation du PRE,
- de non transmission des rapports d'essais de passage des fourreaux,
- de non remise en état de clôture endommagée,

dès le constat adressé par le maître d'œuvre par voie électronique, le titulaire dispose de 24 heures pour régulariser la situation.

Au-delà de ce délai, il s'expose à une **pénalité forfaitaire de 500,00 €** et par personne qui s'incrémente de **150,00 € par journée calendaire supplémentaire de retard**.

En cas de non port des EPI même partiel ou momentané, l'entreprise encours immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre à **une pénalité de 100 € pour chaque infraction constatée**.

En cas de non transmission sous CHORUS Pro (avec preuve du dépôt électronique) de la dernière facture sous 24h après la signature de la levée de toutes les dernières réserves ou après la signature de la réception sans réserve, l'entreprise encourt immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre **une pénalité journalière de 1 000 € jusqu'au dépôt final**.

Ces pénalités seront déduites du montant que le Grand Port Maritime de la Guyane s'est engagé à verser au titulaire en contrepartie de l'exécution des prestations.

Article 6 - Prix et règlement

Les prestations du marché PT-03-25 seront rémunérées :

- Une partie, sur la base des prix de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.
- L'autre partie, sur la base des bons de commande émis par le GPM pour la rémunération des prix issus du Bordereau des prix unitaires Annexe n°2 de l'ATTRI1, dans la limite des seuils fixés.

Une situation mensuelle sera présentée par le titulaire détaillant les prestations exécutées relatives aux prix de la DGPF et en fonction des bons de commande émis.

6-1-VARIATION DES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont fermes et révisables mensuellement.

- Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à l'acte d'engagement (m0 = le mois d'établissement des prix est celui précédant la remise de l'offre par le titulaire).

- Choix de l'index de référence :

Les index de référence l choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché sont les index nationaux répertoriés dans le tableau suivant en fonction des différents prix de la DGPF et du BPU :

Tableaux de correspondance entre les prix de la DGPF et BPU et les index TP et ING applicables :

| Index | Prix de la DGPF |
|----------------------|-----------------------------------|
| TP01 (Gnrl - ts Tvx) | Prix n°1 |
| TP02 (GC-OA) | Prix n°2, n°3, n°4, n°5, n°6, n°7 |

| Index | Prix du BPU |
|----------------------|-----------------------------|
| TP01 (Gnrl - ts Tvx) | Prix n°8, n°9, n°14 |
| TP03a (gd terr.) | Prix n°10, n°11, n°12, n°13 |

La formule de révision est la suivante : $P1 = 0,15 \times P0 + 0,85 (P0 \times (\text{ind1}/\text{ind0}))$

P1 étant le prix révisé ;

P0 étant le prix initial du marché (Figurant au bordereau des prix unitaires) ;

Ind1 étant, pour chaque index TP, le dernier index T.P. connu et publié à la date de présentation de la situation de travaux ;

Ind0 étant, pour chaque index TP, l'indice du mois m0 à savoir celui du mois précédant la remise de l'offre du titulaire.

6-2-CONTENU DES PRIX

Les prix détaillés dans la DGPF et le BPU sont hors TVA et comprennent tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc, et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages spécifiés dans les documents contractuels, y compris les frais d'essais, d'études, d'implantation, de contrôle et de nettoyage, ainsi que les frais de livraison et autres frais annexes.

6-3-MODALITES DE REGLEMENT

6-3-1-Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article 6 du présent CCP, les paiements pourront intervenir après constatation partielle ou totale du service fait, et si elles ont été demandées après les épreuves de réception.

Le maître d'œuvre utilise la solution progicielle SIS Marché. Avant chaque demande de paiement mensuelle du titulaire, le maître d'œuvre lui remettra un projet de décompte vierge à retourner renseigné.

Après réception du projet de décompte renseigné par le titulaire, le maître d'œuvre notifiera par ordre de service l'état d'acompte issu de SIS marchés, accompagné des pièces jointes (OS, projet de décompte signé, constat contradictoire, situation, etc...). Cet état d'acompte et ses pièces jointes composeront la demande de paiement du titulaire.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant actualisé des prestations exécutées ;
- le détail du calcul de révision des prix
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies.

Le maître d'œuvre notifiera par ordre de service sa validation de la demande de paiement. Le titulaire pourra alors déposer la demande de paiement sur le portail CHORUS PRO (code service = TECH) accompagnée d'une copie de l'ordre de service et de l'état d'acompte établi par le maître d'œuvre.

IMPORTANT :

Les pièces jointes lors du dépôt des facturations/situations doivent obligatoirement être inférieures à 2Mo pour qu'elles puissent être transmises et réceptionnées par le GPM-Guyane. Pour rappel, le certificat de dépôt sur Chorus ne correspond pas à la réception de la facture par le destinataire. Seule la date du passage au statut « mise à disposition » de la facture fait foi pour initier le délai de paiement.

Il appartient au titulaire de vérifier que ce statut de « mise à disposition » soit effectif.

6-3-2-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique à compter de la « mise à disposition » de la facture et de son OS associé via CHORUS PRO au Pôle Finances du GPM-Guyane.

6-3-3-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article L2192-13 du Code de la commande publique et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

6-4-PERIODICITE DES PAIEMENTS

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations, ou mensuellement après constatation des prestations lorsque la prestation s'étale sur plusieurs mois dans les conditions prévues par l'article 13 du CCAG travaux.

6-5-AVANCE

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant issu de la DPGF diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à **20 % du montant initial TTC** du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 6-3.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 50 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 70 %. L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

Les stipulations figurent au programme joint en annexe du présent CCP.

Liste des intervenants tiers à la charge du GPM suivant leurs missions :

- 1) Contrôle extérieur topographique : le GPM pourra missionner un prestataire pour effectuer différents levés de contrôle.
- 2) Prélèvements béton et essai en compression : le GPM missionnera un laboratoire extérieur pour effectuer des prélèvements béton sur chantier et des essais en compression sur ces éprouvettes à 7 et 28 jours (Ginger LBTPG).
- 3) Géotechnique : le GPM pourra missionner un bureau d'études géotechnique dans le cas de portances non atteintes afin de valider une solution technique de purge/substitution.

Article 8 - Suivi de la qualité

Le titulaire est engagé dans une démarche qualité, reprise dans le programme annexé au CCP, et qui se basera sur le PAQ pour les autres prestations.

Lors de la période de préparation générale, le PAQ seront soumis au maître d'œuvre.

L'élaboration est de la responsabilité de l'encadrement du chantier qui doit participer à sa rédaction et impliquer le personnel exécutant. Il est soumis au visa du maître d'œuvre.

Le PAQ revêt un caractère évolutif tout au long du projet, c'est pourquoi les compléments, additifs ou

avenants élaborés en cours de chantier sont également soumis au visa du maître d'œuvre.

Article 9 - Constatation de l'exécution et garantie

9-1-OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

L'entrepreneur et le maître d'œuvre établiront contradictoirement des constats d'avancement des travaux, établis au fur et à mesure de l'exécution des travaux avec des mesures in situ et des résultats des contrôles internes et externes.

A la vue des constats signés contradictoirement, l'entrepreneur pourra déclencher la procédure de paiement détaillée à l'article 6.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG travaux, l'entrepreneur avise le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront, et que les résultats des contrôles internes et externes sont concluants.

Pour le reste notamment les modalités de paiement du solde, l'article 41 du CCAG travaux s'applique.

9-2-GARANTIE

Les stipulations de l'article 44 du CCAG Travaux s'appliquent.

Article 10 - Litiges et contentieux

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne :

Tribunal Administratif de la Guyane
7, rue Schoelcher
B.P. 5030
97305 Cayenne Cedex
Tel. 05 94 25 49 70 / Télécopie : 05 94 25 49 71 / greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Article 11 - Résiliation du marché

Les dispositions des articles du CCAG Travaux s'appliquent sans autre disposition particulière.